

Dire oui au nom de l'Europe

Par Gilles Bertrand, chercheur invité au St Antony's College, Université d'Oxford,
et Kalypso Nicolaidis, professeur de Relations Internationales à l'Université d'Oxford)

Qu'ils décident ou non d'une date officielle pour ouvrir les négociations avec la Turquie, les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Copenhague devront émettre un message clair sur la place de la Turquie dans l'Union européenne. Dans le contexte du débat lancé dans ces pages mêmes depuis la fameuse intervention de Valéry Giscard d'Estaing il y a trois semaines, il ne suffit plus de rappeler les promesses faites à Helsinki en décembre 1999. Ce débat démontre que la Turquie est notre miroir, un miroir teinté, déformé, et déformant même pour certains, mais bien la réflexion de ce que nous sommes ou voulons devenir.

Si la Turquie devait entrer dans l'Union européenne, c'est quelle serait européenne, et si elle l'était, l'Union ne le serait plus. CQFD. Comme l'ont écrit nombre d'intervenants, le plaidoyer de VGE a le mérite d'ouvrir un débat qui est trop longtemps resté dans les non-dits et les procès d'intention. Mais si débat il doit y avoir, ne nous trompons pas de question. Ce n'est pas, en premier lieu, « qu'est ce que la Turquie ? », quand bien même celle de Mr Erdogan. C'est bien « qu'est ce que l'Europe ? » Certes, VGE est plus subtil que ses amis démocrates-chrétiens, dont Helmut Kohl, qui, en avril 1997, avaient considéré qu'un pays musulman ne pouvait entrer dans un « club chrétien ». Mais quand il déclare comme une évidence que la Turquie n'est pas en Europe mais au Proche-Orient, l'argument religieux ou civilisationnel apparaît en filigrane. Dans le débat qui s'en suit, la question de l'adhésion de la Turquie suscite trois types de réponses :

1°) *Non à l'adhésion car la Turquie n'est pas européenne.* Elle a une culture différente et elle est musulmane ; ajoutons par ailleurs qu'une telle adhésion poserait d'énormes problèmes à l'Union étant donné sa taille, sa démographie et son niveau de développement. En reconnaissance de son importance stratégique et de son poids économique, offrons lui un vrai « partenariat »; c'est la position chrétienne-démocrate mais aussi de nombreux sociaux-démocrates, de fédéralistes européens et, peut-être, de la majorité de la classe politique européenne

2°) *Oui à l'adhésion bien que la Turquie ne soit pas européenne.* Si la question de l'européanité de la Turquie se pose, il y a assez de raisons d'ordre géostratégique, économique et politique pour contrebalancer ces doutes identitaires. Mot d'ordre : ne pas désespérer les démocrates turcs. On rejoint la première école sur une coopération renforcée à court terme mais on promet l'adhésion à long terme -une génération au moins; c'est la position d'une partie des libéraux et des sociaux-démocrates, ainsi que de certains souverainistes partisans d'une "Europe des nations.

3°) *Oui à l'adhésion car la Turquie est aussi européenne, et ce malgré les obstacles bien réels à son adhésion.* C'est la position que nous défendons, avec tous ceux qui croient en une Europe résolument multiple, dont l'essence n'est pas de reproduire le schéma national à l'échelle du continent mais bien d'inventer une autre façon pour les peuples de vivre ensemble, de partager un projet commun, sans asseoir une telle ambition sur une identité commune fermée, arrogante et exclusive. L'appartenance à l'Europe n'est ni pré dessinée ni prédestinée mais le résultat d'un processus de convergence social, économique, politique et culturel entre pays et citoyens qui, pour des raisons multiples, sont capables de se penser Européens.

VGE met en avant un argument apparemment neutre : la *géographie*. Où s'arrête, *géographiquement*, l'Europe ? Au Bosphore ? Et pas à La Manche, à la Baltique ou au détroit de Messine ? A l'Oural et pas à la Transylvanie ? Si les distances symboliques et réelles se rejoignent quand mers et océans séparent l'« Europe » des continents africain et américain, nous savons qu'il n'y a pas de solution de continuité dans l'ensemble eurasiatique. Dans la zone grise entre ces deux continents, l'appartenance à l'Europe (et donc à l'UE) est affaire de choix, de part et d'autre. Mais le mythe des frontières naturelles a la vie dure. VGE situe la Turquie au Proche-Orient. Pourtant, si un processus d'intégration régionale au Proche ou Moyen-Orient est souhaitable, pourquoi vouloir y inclure la Turquie qui est, du point de vue du l'image de soi, du développement socio-économique et de la culture

politique, bien loin des États arabophones de la région? Quant à l'analogie avec la Russie, elle ne tient pas la route qui mène à Vladivostok – là on est bien en Asie, objectivement !

En arrière-plan de cette approche subjective de la géographie se profilent les tentatives pour définir l'UE comme une entité spirituelle et plus précisément chrétienne, aujourd'hui comme hier. Comme écrit Yves Meny (*Le Monde* du 14 novembre), de tels arguments sont voués à l'échec car ils reviendraient à exclure de l'UE non seulement les athées mais aussi les juifs et les musulmans, pour ne citer que les deux religions les plus anciennement présentes en Europe avec le christianisme. Il n'est pas nécessaire de revenir sur l'histoire de l'antisémitisme en Europe, sinon peut-être pour rappeler qu'une bonne partie des juifs expulsés d'Espagne par Isabelle la Catholique en 1492 trouvèrent refuge dans l'Empire ottoman, notamment à Istanbul et Thessalonique. La question de savoir si des musulmans peuvent devenir citoyens européens ne se pose déjà plus car "les musulmans d'Europe" (voir le dernier numéro de la revue *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée orientale et le Monde turco-iranien*) sont une réalité. Beaucoup, sinon la majorité d'entre eux, sont citoyens européens et, parmi eux, une bonne partie est originaire de Turquie. Plus de 100 000 musulmans (pour la plupart turcophones) de la Thrace grecque sont devenus citoyens européens le 1er janvier 1981. Plus d'un million de citoyens bulgares sont musulmans (et pour la plupart turcophones) et personne ne conteste son statut de candidat à la Bulgarie. Faut-il exclure d'avance l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine de l'UE au motif que leurs populations sont majoritairement musulmanes ?

Quant au christianisme comme facteur de paix et d'unité en Europe, qu'on en juge : le sac de Constantinople par les Croisés en 1204, les croisades contre les Cathares à la même époque en France, la Sainte Inquisition, les guerres de religion dont la guerre de Trente Ans qui ravagea l'Europe et surtout l'Allemagne, la résistance de l'Église catholique à la démocratisation en France et ailleurs... N'en jetons plus ! Est-ce l'unité de l'Europe grâce aux chrétiens ou des chrétiens par l'Europe ?

Y aurait-il pourtant une « histoire européenne » qui exclurait la Turquie ? L'actuelle Turquie est l'héritière, n'en déplaise aux nationalistes (turcs compris), des Empires byzantin et ottoman. Si la Turquie n'est pas européenne de ce point de vue, alors les États balkaniques ne le sont pas non plus. C'est à sa naissance même que la Turquie choisit l'Europe, tant par ses institutions que par sa modernisation déterminée et par le choix de la sécularisation. Pour une grande part, la dynamique politique du pays depuis près d'un siècle pourrait se résumer comme l'affirmation tantôt consensuelle, tantôt contestée, de cette vocation-là.

Et *quid*, finalement, de la fameuse « identité européenne » ? L'Européen d'aujourd'hui est-il un vieil homme blanc chrétien, "sûr de lui et dominateur", qui vit dans la nostalgie des empires coloniaux et de l'époque où l'Europe occidentale dominait économiquement le monde ? Ou bien est-il un citoyen, préoccupé par les mêmes questions que se posent aussi les Turcs : quel type d'agriculture voulons-nous ? Comment remédier à la dégradation de l'environnement ? Comment assurer le plein-emploi ? Comment maintenir la paix et la stabilité en Europe du Sud-Est d'abord, dans le monde ensuite, et notamment au "Moyen-Orient" ?

Bien sûr, quand bien même la vocation européenne de la Turquie ne serait plus sujette à caution, il reste des entraves à son entrée dans l'UE. Mais là, le temps, le volontarisme politique et le dynamisme de la société turque feront leur œuvre. Dans le domaine économique, on peut mettre en question la pertinence de l'intégration d'une économie avec de telles caractéristiques à une union économique et monétaire formée de vieux pays industrialisés et à croissance démographique faible voire négative. Ici, il s'agit d'imaginer combien le pays peut changer, et converger, en quinze ans, délai probable deadhésion. Au niveau politique, la démocratie reste encore à consolider. Mais le processus adhésion ne peut qu'encourager la Turquie à abandonner définitivement les mythes nationalistes et à mieux traiter ses minorités ethniques et religieuses. Ce mouvement a déjà commencé (*Le Monde* des 3-4 novembre 2002, sur la redécouverte des répertoires musicaux des minorités ethniques et religieuses). Bien sûr, "ravalier la façade" constitutionnelle est insuffisant. La torture est interdite en Turquie, mais elle existe. L'enseignement du kurde est désormais autorisé, mais le sera-t-il effectivement ?

Enfin et surtout, le principe même qu'une institution comme le Conseil national de sécurité puisse se saisir de toute question « relevant de la sécurité nationale » y compris, en 1998, de la durée de la scolarité obligatoire, est incompatible avec les règles de la gouvernance dans l'UE. Imagine-t-on le Premier ministre turc expliquer en Conseil européen qu'il doit d'abord en référer au Chef d'état-major des armées avant de se prononcer sur tel compromis? Il faut rappeler que Mustafa Kemal lui-même ne prit la tête de la contestation contre le Sultan qu'après avoir démissionné de l'armée ; qu'il imposa la même démarche à tous les officiers qui voulurent s'engager en politique. Pour être vraiment européens, les militaires turcs doivent redevenir kémalistes.

L'argument final contre l'adhésion de la Turquie : sa taille. « D'ici 15 ans, ce serait le plus grand État membre » et aurait « le groupe parlementaire le plus nombreux au Parlement européen » dit VGE. Il est incontestable que l'argument porte symboliquement, surtout au Royaume-Uni et en France où l'on continue de prétendre qu'en matière de leadership européen il y a toujours les grands États et les autres. Mais nous savons qu'en pratique, étant donné l'extension du vote à la majorité qualifiée, tout en Europe se décide par des coalitions, qu'aucun État, quelle que soit sa taille, ne peut peser seul. Pour les petits et moyens pays, un grand pays de plus comme la Turquie contribue à ouvrir davantage le jeu des alliances. Par ailleurs, les votes au Conseil et au Parlement sont de plus en plus déterminés par des clivages politiques et idéologiques et non nationaux : il n'y aura pas un « vote turc » homogène. S'il y avait, demain, des eurodéputés turcs, ceux du Parti du Développement et de la Justice seraient membres du Parti populaire européen et ceux du Parti républicain du Peuple (membre de l'Internationale socialiste) iraient au Parti socialiste européen. Quant au nombre de citoyens turcs qui « risquent d'envahir » nos pays, toutes les projections montrent que c'est justement l'adhésion à l'UE et l'assainissement économique qu'elle représente qui constitueront la plus grande incitation à ne pas émigrer. Enfin, si le gouvernement allemand s'inquiète de perdre sa place de pays le plus peuplé d'Europe, qu'il se rassure : la croissance démographique de la Turquie se ralentit ; et qu'il agisse : Chancelier Schroeder, construisez des crèches ! Donnez des congés aux pères !

Bref, d'une part, ni la géographie, ni l'histoire, ni la culture ou la religion ne constituent des bases intellectuelles solides pour dire la Turquie « autre » comme le fait VGE. D'autre part, les vrais arguments pour s'inquiéter d'une perspective d'adhésion ne sont pas concluants à long terme.

Mais pour aller au-delà de ces arguments négatifs, il faut se demander une fois de plus quel est notre projet européen, un projet où la Turquie trouverait sa place. D'aucuns prétendent que ce sont les eurosceptiques qui posent la question de la sorte pour pouvoir alors prôner une Europe minimaliste, une zone de libre-échange sans projet politique. Nous disons : au contraire, l'Europe que nous appelons de nos vœux est non seulement inclusive et tolérante, non seulement multiethnique et multiculturelle, mais aussi une Europe qui sera porteuse d'un message universaliste dans le grand débat civilisationnel qui s'annonce pour ce XXI^{ème} siècle Car qu'est-ce que notre Union en fin de compte, sinon une formidable machine à gérer la différence ? C'est au nom d'une telle Europe qu'il faut dire oui à la Turquie.